

Notes de lecture

Delphine Gardey et Cynthia Kraus (eds) – *Politiques de coalition. Penser et se mobiliser avec Judith Butler / Politics of Coalition. Thinking Collective Action with Judith Butler*

(2016). Zurich & Genève, Seismo
« Questions de genre. Gender Issues », 281 p.

C'est un questionnement inédit, pluridisciplinaire et militant de la notion d'identité, individuelle et collective, que présente l'ouvrage édité sous la direction de Delphine Gardey et Cynthia Kraus. Le concept butlerien de coalition permet en effet de penser la dimension contingente, prescrite, et interrelationnelle de toute identité et le paradoxe qui la constitue. Assignée le plus souvent négativement par discrimination (comme identité minoritaire de genre, de culture, de classe ou d'ethnie) et performée ainsi dans le cadre d'une répartition inégale de précarités, elle peut toutefois, par « *essentialisme stratégique* », servir de fondement à partir duquel est contestée la minorisation. L'essentialisme ne demeure alors stratégique que lorsque, dans la coalition de groupes,

l'identité de l'un est fondamentalement mise en tension et interrogée par celle de l'autre.

Outre les réflexions de Judith Butler dans *Vie précaire. Les pouvoirs du deuil et de la violence après le 11 septembre* (2001) et *Ce qui fait une vie. Essai sur la violence, la guerre et le deuil* (2010), c'est l'interrogation qu'elle pose dans sa contribution ici qui porte la dialectique entre coalition et identité. Comment affirmer que les femmes, demande-t-elle, – ou tout groupe minorisé, pourrait-on ajouter – sont particulièrement vulnérables sans justifier une protection paternaliste de l'État, comment « *penser conjointement la vulnérabilité des femmes et les modes d'agir féministes, et ce à la lumière des conditions globales et des nouvelles possibilités d'alliances mondiales ?* » (p. 250).

L'interrelationnalité propre à toute identité, son exposition à l'autre deviennent alors le fondement d'arrangements politiques conçus comme autant de luttes contre la précarité, pour l'égalité, et en rupture avec l'illusion paternaliste d'un pouvoir d'État.

Divers aspects de ces alliances sont analysés dans les deux parties de l'ouvrage. La première, « Expériences », expose des situations variées en Serbie, Turquie, Israël-Palestine ou en Suisse. La seconde, « Perspectives », offre un ensemble de lectures transversales, sur les politiques de l'identité, les mouvements sociaux ou la colonialité.

Dans leurs textes introductifs, les éditrices présentent la visée de l'ouvrage : penser les conditions de possibilité d'alliances, de transformations politiques et de capacités d'agir collectives. Si Delphine Gardey précise cet objectif en insistant sur le pluralisme du féminisme, Cynthia Kraus, à travers une généalogie des notions butleriennes de vulnérabilité, précarité et coalition, souligne la manière dont les politiques de la coalition permettent une dés-essentialisation identitaire.

C'est cette déconstruction de l'identité, par-delà les critères de genre, de sexualité, de classe, de nation ou de culture que Ana Vulic présente eu égard au contexte serbe. La commémoration du génocide de Srebrenica par les Femmes en Noir, opposées aux politiques nationalistes serbes, subvertit les lignes de séparation nationale ethniques et religieuses et les marqueurs d'identité rigides. De même, ce sont de nouvelles possibilités d'alliance qui permettent à la militance LGBT d'abandonner les oppositions en vigueur entre un sujet progressiste/civilisé occi-

dental et son autre 'oriental', nationaliste, religieux et homophobe.

Une critique postcoloniale similaire caractérise l'analyse de Nacira Guénif-Souilamas, qui pointe l'universalisme abstrait, l'islamophobie ou la romophobie d'une République en mal de penser sa multiculturalité. Contre la colonialité de coalitions « *de progrès* », érigeant l'archétype de l'Arabe ou du musulman hétérosexuel violent et homophobe, l'auteure invite à penser des « *coalitions subalternatives* », révélant l'interdépendance entre États dits démocratiques et régimes autoritaires.

C'est ce même implicite néo-colonial et impérialiste propre à certaines positions de la communauté LGBT suisse qu'analysent Sushila Mesquita et Patricia Purschert à travers la notion de « *gouvernance gay* », présentant un autre, immigré musulman homophobe, à éduquer, pour en protéger les *queers* blancs et de couleur. Pour répondre à l'homophobie sans reproduire les discours et logiques néocoloniaux, les auteures suggèrent de reprendre la conception butlerienne de la précarité comme terrain d'échanges coalitionnels et de s'intéresser à sa répartition différentielle au sein des groupes marginalisés.

Mais les coalitions sont également le lieu de solidarités paradoxales, comme le montre Eirini Avramopoulou au sujet de

la dénonciation conjointe, par des militantes turques religieuses, féministes et *queer*, du contrôle du corps des femmes (leur voilement ou leur dévoilement forcé) imposé par l'État au nom d'idéologies modernistes ou religieuses. Cette alliance inattendue connaît toutefois sa limite temporelle lorsque, précisément pour mieux soutenir l'action des militantes religieuses décriées par des cercles conservateurs pour leurs liens féministes ou LGBT, les membres de l'association turque LGBT Kaos GL retirent leur signature de la pétition pour le droit des femmes à porter le foulard à l'université.

C'est également cette dimension passagère de la coalition, propre aux rencontres entre Mizrahim·ot (juifs et juives-arabes africain·es et asiatiques) et Palestinien·nes que met en exergue le texte de Tal Dor. Soulignant la manière dont l'identité sioniste ashkénaze s'est constituée hégémoniquement contre les Palestinien·nes et les Mizrahim·ot, l'auteure oppose aux « rencontres hégémoniques » auparavant réalisées entre Juifs/Juives et Arabes un nouveau modèle conflictuel de rencontres. Si celles-là reproduisaient un sens commun sioniste ashkénaze sans penser les inégalités structurelles profondes, celles-ci permettent aux Palestinien·nes de relever le défi de la construction d'une solidarité avec leurs oppresseur·es, et aux Mizrahim·ot de développer une analyse critique d'eux/elles-mêmes comme opprimé·es et

opresseur·es. Dans ces alliances qui ne durent que le temps des rencontres de l'association Tarabut-Hitrabut, l'identité apparaît alors comme une performance sociopolitique plutôt que comme une définition naturelle de soi.

Le texte de Sabine Hark questionne alors judicieusement cette notion d'identité, performative plus que constatative, constructive plus que descriptive. Recourant aux analyses butleriennes, l'auteure propose de réfléchir sur les normes d'exclusion par lesquelles se constituent des champs de reconnaissabilité à la base des identités, pour les interrompre par de nouvelles alliances.

Ce sont alors les conditions intellectuelles de ces nouvelles coalitions critiques pour l'émancipation que Philippe Corcuff s'efforce d'explorer, en proposant plusieurs pistes de réflexion. Parmi celles-ci, la tentative de penser, au sein de la galaxie altermondialiste, une politique assumant des contradictions infinies, la reformulation des relations entre pluralité et espaces communs, ou le questionnement de l'opposition entre justice sociale et individualité.

Surgit toutefois, à la lecture de ces différentes analyses, la question de savoir si ces alliances non identitaires, dans la précarité et l'éphémérité qui les constituent, ne sacrifient pas à l'angélisme d'une politique utopiste. À celles ou ceux qui souhaiteraient leur opposer le cynisme d'une *Realpolitik*, on pourrait répondre,

plus que par l'utopie, par le modèle foucauldien de l'hétérotopie. Contre-espace, l'hétérotopie accueille les marges et les exclusions dans des assemblages inédits. On pourrait alors retrouver dans les coalitions les six principes foucauldien de l'hétérotopie : ces alliances sont universelles, ont une fonction particulière dans chaque contexte, juxtaposent plusieurs principes habituellement incompatibles, introduisent des hétérochronies, sont reliées à la norme dans un système d'ouverture et de fermeture, et créent un espace d'illusion qui dénonce comme encore plus illusoire – et contingente – les formes que prennent le pouvoir et les assignations d'identité.

Outre la qualité de ses analyses, c'est par sa dimension bilingue que se distingue cet ouvrage. Ces entrelacs linguistiques reviennent à Cyril Leroy, traducteur vers le français ou l'anglais de la majeure partie des contributions, hormis de celles de Judith Butler, traduite en français par Jean-Michel Landry et Fabienne Boursiquo, et de Cynthia Kraus, auteure des deux versions de son texte.

Thamy Ayouch

Études psychanalytiques
Université Paris 7 – Denis Diderot

Jules Falquet – *Pax Neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*

(2016). Donnemarie-Dontilly, Éd. iXe
« Racine de iXe », 192 p.

S'il est un thème qui préoccupe les féministes sur tous les

continents, c'est bien la violence contre les femmes. Cependant, Jules Falquet nous avertit dès l'introduction de son livre que la misogynie n'explique pas tout. Les expériences sur lesquelles elle s'est déjà penchée au Salvador, en Turquie, au Mexique et au Guatemala sont ici regroupées pour montrer que les violences contre les femmes constituent une partie centrale de la réorganisation néolibérale – d'où le titre de l'ouvrage.

Plusieurs champs conceptuels sont forcément mobilisés dans ce livre, d'autant plus qu'une vingtaine d'années sépare l'élaboration du premier chapitre (sur le Salvador) de celle des trois suivants. On y voit pourtant l'adhésion à une approche qui tient compte non seulement de l'intersection du sexe, de la classe et de la race mais surtout de la dialectique des rapports sociaux qui sous-tendent chacun de ces éléments. L'approche est également modulée par l'intérêt porté aux postures décoloniales, particulièrement dans les contextes caractérisés par un extractivisme intense. De même, il est clair tout au long de l'ouvrage que c'est la violence en tant que système qui intéresse d'abord et avant tout l'auteur. Cela ne l'empêche évidemment pas d'en considérer les dimensions interpersonnelles, mais toujours dans la perspective que ces dernières constituent un fragment d'un ensemble plus large que plusieurs auteur·e·s désignent comme le *continuum* de la violence.

Dans ce *continuum*, qui se déploie à la fois dans le temps et dans l'espace, l'État, les institutions et les individus sont inévitablement partie prenante. Ainsi, comme on le voit particulièrement dans le premier chapitre sur le Salvador, la guerre ouverte et conventionnelle peut se transformer en guerre de basse intensité visant la population non combattante. Dans cette guerre, la terreur occupe la place centrale à travers, notamment, la pratique de la torture. Dans ce chapitre, la comparaison entre la torture politique et la violence domestique est menée de façon systématique. S'appuyant sur de touchants témoignages de femmes ayant subi des violences domestiques, l'auteure est en mesure de dégager les similitudes des effets de la torture et de la violence domestique sur les sujets qui subissent l'une ou l'autre. On comprend alors pourquoi le concept de guerre de basse intensité est devenu « *le fil rouge de l'ensemble de l'ouvrage* » (p. 12).

L'exercice de la violence est mené en général par les personnes qui détiennent le pouvoir contre celles qui en sont dépourvues. Mais qu'en est-il lorsque la violence est exercée par des dominants sur d'autres dominants (même en devenir) ? C'est le sujet du deuxième chapitre de ce livre qui s'appuie sur le service militaire en Turquie. Cet exemple est intéressant entre autres parce que l'exclusion des femmes « *définit en creux la classe des hommes et*

surtout lui donne un sens » (p. 93) et aussi parce qu'il permet de constater que le collectif de l'armée se définit par l'exclusion systématique des « *autres* » (p. 82) (tant les femmes que les homosexuels qui ont prouvé qu'ils le sont, et les personnes non « *porteuses* » de pénis).

À l'encontre des groupes masculinistes qui prétendent que l'exercice de la violence par les ex-soldats sur les femmes constitue le résultat d'un traumatisme subi lors du service militaire réputé d'une grande dureté, l'auteure s'emploie à montrer que ce genre d'interprétation constitue une tentative de déresponsabilisation des hommes en même temps qu'une réduction de la violence à sa dimension individuelle et comportementale. Au contraire, il importe de considérer la dynamique du service militaire comme un processus de production des hommes comme groupe social, notamment comme classe de sexe, et comme dominants. Au centre de ce processus se trouve l'acceptation de la hiérarchie comme légitime et désirable puisqu'il importe d'en gravir les échelons le plus rapidement possible pour en retirer les privilèges. Un de ces privilèges, celui-là même qui se projette dans la société plus large, se matérialise dans le fait qu'il s'agit d'une hiérarchie *masculine* et que, même en dessous de l'homme occupant le degré le plus bas, il restera toujours l'ensemble des femmes. Cet exemple met en relief le rôle de

l'État non pas tant dans la légitimation de la violence institutionnelle mais surtout dans la normalisation des prérogatives des hommes en général.

L'analyse de la violence contre les femmes met l'accent sur d'autres paramètres importants dans le chapitre suivant sur les féminicides de Ciudad Juárez. Dans le contexte particulier du développement industriel de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, la production de la violence contre les femmes et la pérennisation de l'impunité renvoient certes à la responsabilité de l'État mais aussi au poids que représente cet ensemble géopolitique plus vaste qui comprend, entre autres, les corporations transnationales et les réseaux de trafic de la drogue. Dans ce chapitre, Jules Falquet revient une fois de plus sur l'effet réducteur des interprétations fondées sur la misogynie pour proposer de façon critique une triple perspective dont le crédit est rendu autant à des féministes européennes que latino-américaines et états-uniennes : il s'agit d'abord de concevoir les féminicides en lien avec l'accès de femmes appauvries et racisées au marché du travail, de penser également à la signification de cet accès en termes de glissement d'une appropriation privée des femmes vers une appropriation collective par les hommes (p. 123) ; ensuite de considérer la violence comme non seulement un mode de communication entre

les hommes, en l'occurrence les assassins, mais aussi comme un moyen d'expression plus large qui s'adresse à différents cercles de femmes, autant celles visées directement que toutes les autres ; enfin, d'examiner en quoi le discours politico-médiatique sur les féminicides contribue à terroriser les femmes et normaliser leur comportement – comprendre comment ce processus est susceptible à la limite de les ramener au foyer ou à tout le moins de favoriser une résurgence conservatrice ou encore un désengagement des luttes contre la violence.

Le dernier chapitre de l'ouvrage nous entretient justement des luttes des femmes au Guatemala ou, du moins, de l'une d'entre elles, celle pour le territoire. Ce petit pays, dont la population est majoritairement autochtone, est confronté à toute une entreprise de néocolonialisme notamment par la présence d'entreprises minières étrangères. L'extractivisme débridé auquel se livrent ces dernières, se combinant à la présence accrue des hommes dans le milieu, exacerbe les violences sexuelles contre les femmes. Or ces violences sexuelles s'inscrivent en continuité avec celles exercées pendant la guerre et le génocide.

L'intérêt de la lutte examinée dans ce chapitre réside dans le fait qu'elle constitue un exemple de mobilisation politique féministe qui a eu des effets concrets, notamment le jugement historique à l'endroit de l'ex-dictateur guaté-

maltèque Rios Montt en 2012. En suivant une lutte particulière et ses principales manifestations, Jules Falquet fait une chronique de son évolution dans différents espaces de la mouvance féministe et lesbienne, et au gré des différentes alliances, entre autres celles entre les Autochtones, les Métisses et les Européennes. Elle montre que cette lutte s'inscrit dans la longue histoire de celle pour le territoire. La théorisation du « *territoire-corps* » par le féminisme communautaire favorise d'ailleurs une « *analyse globale qui prend en compte simultanément les logiques sexistes, racistes et néo-libérales-capitalistes dominantes* » (p. 169) et en vient ainsi à constituer un élément clé de la (re)politisation de la lutte.

Malgré la spécificité et la complexité des situations géopolitiques et des violences qui sévissent dans chacun des pays ou des exemples traités dans ce livre, il se dégage un tableau d'ensemble tout à fait convaincant qui permet d'associer entre elles toutes les violences analysées (p. 11). Au-delà, on pourra apprécier le fait que ce livre incarne et concrétise les préoccupations à la fois de la militante et de l'universitaire. On pourra, surtout, s'en inspirer.

Marie France Labrecque

Professeure émérite
Département d'anthropologie
Université Laval, Québec, Canada

bell hooks – *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*

(2015 [1981]). Paris, Cambourakis « Sorcières », 244 p. (préface d'Amandine Gaye ; traduit de l'anglais [États-Unis] par Olga Potot).

et

bell hooks – *De la marge au centre. Théorie féministe*

(2017 [1984]). Paris, Cambourakis « Sorcières », 298 p. (préface de Nassira Hedjerassi ; traduit de l'anglais [États-Unis] par Noomi B. Grösig).

Œuvres majeures de la littérature féministe en anglais, il aura paradoxalement fallu attendre plus de trente ans avant que les ouvrages *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme* (1981) et *De la marge au centre. Théorie féministe* (1984) de bell hooks ne soient publiés en français. L'ironie est que leur traduction tardive vient à point nommé. Bien que ces réflexions ne portent que sur l'examen des dominations dans le contexte états-unien, elles sonnent en écho à un agenda militant français particulièrement vivace ces dernières années avec le renouvellement générationnel de l'Afroféminisme et, plus généralement, d'un féminisme décolonial qui entendent politiquement organiser celles et ceux qui subissent quotidiennement les oppressions classiste, sexiste et raciste. À cet égard le choix des éditions Cambourakis de faire préfacier ces ouvrages respectivement par la réalisatrice Amandine Gaye (auteure du documentaire *Ouvrir la voix*, 2017)

et par la sociologue Nassira Hedjerassi est particulièrement judicieux.

On peut d'emblée saluer la qualité des préfaces qui proposent à leur manière de prolonger la réflexion amorcée aux États-Unis par bell hooks à la situation française et plus largement internationale. Les préfacières ont saisi l'opportunité offerte pour « *graver dans le marbre* » l'histoire de l'Afroféminisme en France, marquée par le militantisme de la Coordination des femmes noires de 1976 à 1980, et qui a été occultée de l'histoire du féminisme en France en raison de sa dimension raciale. Mais elles ont également su souligner les enjeux de la production d'un savoir situé (narrations, théories, analyses, etc.) forgé par une expérience de l'oppression raciste, et sans lequel il n'est pas possible de penser l'émancipation politique des dominé·e·s. Ces points soulignés appuient la conviction de toutes celles et tous ceux isolé·e·s qui souhaitent produire de la recherche engagée à la manière de hooks. En précisant les nombreuses tâches à accomplir dans le contexte français – afin de « *devenir les agent·e·s de leur émancipation* » – Amandine Gaye et Nassira Hedjerassi mettent en valeur l'importance de la réception en France des thèmes abordés par hooks.

Parmi les problèmes soulevés par la féministe noire américaine, la mise sous silence des femmes noires dans les réflexions sur

l'émancipation des femmes et des Noirs aux États-Unis : hooks traite cette question dans son premier ouvrage afin d'éclairer l'impact du sexisme et du racisme sur les vies « *minoritaires* », celles des hommes et des femmes noires mais aussi celles des femmes blanches. Ici l'auteure cherche à poursuivre un dialogue commencé au XIX^e siècle au cours duquel les femmes noires ne dissociaient pas leur lutte contre l'oppression sexiste de celle contre le racisme à l'instar de l'ex-esclave auto-affranchie Sojourner Truth à qui hooks doit le titre premier de sa recherche. L'adresse « *Ne suis-je pas une femme ?* » étant une interpellation en direction des féministes blanches qui ne voulaient pas que leur lutte soit confondue avec celle des Noir·e·s pour l'abolition de l'esclavage.

En ce sens, l'ouvrage propose une analyse sociohistorique où le passé esclavagiste structure le présent. Les deux premiers chapitres déconstruisent les mythes raciaux (lascivité des femmes noires, matriarcat noir, etc.) – relayés par les médias, les enquêtes scientifiques (rapport Moynihan) – dont l'esclavage négrier constitue l'arborescence. Le troisième chapitre examine l'hégémonie du patriarcat qui a historiquement constitué un espace où les hommes noirs, avec le soutien de femmes noires, ont tenté de s'affirmer par rapport à une suprématie blanche, avec ce paradoxe que l'émancipation ne se décline qu'au masculin, et au prix de

l'assujettissement de toutes les femmes. Le chapitre suivant met l'accent sur les contradictions des féministes blanches états-uniennes qui limitent l'émancipation à la lutte contre le sexisme, réduisant au silence la structuration raciste et exclusive de leur agenda militant. Enfin le dernier chapitre exprime les obstacles qui empêchent un féminisme radical d'émerger comme la mise en concurrence des luttes (celle contre le racisme devant, pour certain·e·s, passer avant le sexisme ou inversement) et l'institutionnalisation du féminisme qui construit des carrières plus qu'elle ne construit un projet politique.

La traduction française d'un tel ouvrage présente un intérêt à plus d'un titre. D'une part, il interpelle sur la responsabilité de chaque intellectuel·le qui réfléchit sur la condition de dominé·e·s à produire une pensée accessible et politique. L'œuvre de hooks offre des points de repères et constitue l'une des rares ressources intellectuelles sur laquelle s'appuyer pour une recherche qui souhaite soulever des « problèmes » (de blanchité, de masculinité) non reconnus comme tels. D'autre part, ce texte examine le rapport des femmes et féministes noires à leurs « sœurs » blanches et à leurs « frères » noirs, éclairant un contexte français où le racisme structurel est encore un impensé ou timidement articulé avec d'autres structures de domination. Les femmes blanches et les hommes noirs ont en

commun d'être en position à la fois de dominant·e·s et de dominé·e·s et éprouvent de la difficulté à conscientiser cette ambivalence tant le fait d'être blanc·he et celui d'être homme s'imposent comme des normes hégémoniques. Enfin, il éclaire sur les écueils que rencontrent les militantes féministes noires dans leur rapport aux féministes blanches et leur incapacité à penser les disparités raciales. Alors que ces dernières prétendent parler pour toutes les femmes, elles font généralement preuve d'une insensibilité face au racisme structurel.

C'est à la question de l'« ethnocentrisme » blanc que le second ouvrage cherche à répondre. Il pose le problème de penser la théorie féministe depuis le *centre*, soit selon le point de vue de féministes blanches et bourgeoises qui concilient privilèges de classe et de race avec une expérience de dominées au sein des rapports sociaux de sexe. En contrepoint, l'auteure suggère de partir de la *Marge* pour une analyse plus subtile, sensible aux multiples déclinaisons et adaptations de la domination. Le mouvement féministe, précise hooks, ne peut faire l'économie de la participation de femmes noires, pauvres et racialement conscientisées tout autant que ces dernières ne peuvent se permettre de rejeter un mouvement pour le droit des femmes. Les femmes noires pauvres présentent une particularité indéniable : elles « n'ont aucune

'autre' systémique à discriminer, exploiter ou opprimer, ont souvent une expérience de vie qui remet directement en question la structure sociale dominante raciste, sexiste et classiste, et son idéologie concomitante » (p. 84). Elles ont, par conséquent, pleinement leur mot à dire dans la critique sociale. L'urgence de déplacer la focale d'une extrémité à l'autre est d'autant plus capitale que ces féministes blanches peinent à mener une lutte radicale alors qu'elles sont paradoxalement aux premières loges de la lutte féministe.

Trois moments forts rythment la trame argumentative de l'ouvrage. Les trois premiers chapitres posent les fondamentaux d'un mouvement féministe radical qui ne peut être mené que par des femmes de la marge, vivant une triple expérience de la domination. Elles sont, par conséquent, particulièrement pertinentes pour questionner les injustices sociales, à l'inverse des femmes blanches bourgeoises indifférentes aux problèmes de classe et de racisme. Pour l'auteure, il importe de définir le cadre et le sens du mouvement féministe (chapitre 1 et 2) qui doit partir des réalités matérielles des femmes dont l'expérience n'est en rien univoque contrairement à ce que peuvent prétendre certaines féministes. hooks cherche à attirer notre attention sur la nécessité de construire un mouvement dont la lutte pour « l'égalité sociale entre les sexes » fournit l'épicentre à partir duquel penser les « bases

culturelles de l'oppression sociale » (p. 97), sans laquelle toute sororité et lutte de libération sont hypothéquées.

Un second moment souligne le fossé dans la perception des priorités entre des femmes selon leur expérience raciale et sociale. La définition de l'agenda militant par des féministes blanches et bourgeoises entre en décalage avec la vision du monde développée par des femmes situées à la marge que ce soit celle du travail, du rapport aux hommes, ou de la parentalité. Ceci a pour effet de 'braquer' ces femmes et de les éloigner du mouvement féministe en raison de leur solidarité avec leurs frères, père, mari, etc. – également victimes du racisme. La théoricienne noire pointe une autre pierre d'achoppement. À trop unilatéralement assimiler le pouvoir à de la domination, certaines militantes féministes en oublient d'en montrer l'autre face, celle « créative, positive, renforçante et constructive » (p. 183), source d'empowerment et que chaque femme doit cultiver. Soucieuse de ne pas tomber dans une critique abstraite déconnectée des réalités matérielles, hooks donne des exemples concrets d'empowerment des femmes. L'auteure met, par exemple, en avant une pratique à la portée de toutes : le boycott. À travers ce levier, les femmes, cibles permanentes de publicitaires ou encore de sollicitations sexuelles, disposent d'un fort pouvoir de nuisance. Cet acte, parmi d'autres,

permettant de prendre conscience d'« *une des plus importantes formes de pouvoir que possèdent les faibles [...] le refus d'accepter la définition de soi imposée par les puissants* » (p. 186).

Enfin, le dernier moment fort de l'ouvrage réside dans sa tonalité programmatique : mettre fin à « l'oppression sexiste » (chapitre 2), « la violence » (chapitre 9), « l'oppression sexuelle des femmes » (chapitre 11). Cet axe se recentre sur l'implication des dominé·e·s. Au premier plan les hommes noirs, acteurs mais aussi victimes de l'oppression. Cible de la double violence du racisme et du capitalisme, hooks appelle ces derniers à abandonner la domination masculine, produite par ces systèmes, et à faire alliance avec les femmes en lutte afin de concentrer leur énergie sur l'ennemi commun : l'« *élite masculine capitaliste* » qui exploite et domine l'humanité entière. Pour autant l'auteure matérialiste n'évite pas la question de la sexualité précisant que celle-ci n'est possible que par une action au niveau des normes : « *la liberté sexuelle ne peut exister qu'à condition que les individu·e·s ne soient plus opprimé·e·s par une sexualité socialement construite fondée sur des définitions biologiques de la sexualité caractérisées par les notions de répression [...]* » (p. 269). Penseuse de gauche, hooks pose une réflexion critique sur le « *patriarcat capitaliste suprémaciste blanc* » (p. 223) afin

d'imaginer son dépassement. Sa théorisation pose une cartographie de notre monde social à partir d'une vision triplement marginalisée afin d'en éclairer les zones de tension pour y mener les luttes.

Au total, ces douze chapitres se proposent de montrer la nécessité de produire de la théorie non plus par le haut (ou au centre) mais par le bas (ou en marge). L'ouvrage rappelle en effet le rôle subversif de la théorisation, celui de conduire à l'organisation d'une lutte politique. Le féminisme doit sortir « *des universités [afin d'[être] ramen[é] dans les rues et les maisons de cette société* » (p. 213). Pour l'auteure, cette tradition de pensée dispose de la capacité d'éveiller les consciences des femmes d'abord afin que celles-ci puissent lutter contre un ordre social à hiérarchie multiple qui aliène notre humanité et pour l'avènement d'une société assurant l'émancipation totale de toutes et tous.

Malgré les dizaines d'années qui ont précédé la traduction de ces ouvrages, et qui ont vu le paysage intellectuel et militant s'enrichir de nouvelles théories féministes pensant la domination et sa subversion (à l'instar des théories *queer*), l'éclairage de bell hooks n'a pas perdu de sa pertinence. Il a effectivement le mérite de rappeler le projet politique du féminisme : l'abolition de tous les systèmes de domination *sans exception*. Cette radicalité politique ne peut advenir que si les femmes

qui luttent contre leur oppression sociale, raciale, de genre, de sexualité, servent de sentinelles révolutionnaires en traduisant leur point de vue situé en mouvement de lutte contre-hégémonique. Sans leurs voix tout changement de société est une quête vaine.

Franck Freitas Ekué

Université Paris 8, CRESPPA-GTM

Cynthia Enloe – *Faire marcher les femmes au pas ? Regards féministes sur le militarisme mondial*

(2016). Saint-Just-sur-Viaur, Solanhets, 312 p. (traduit de l'anglais [États-Unis] par Florence Mana et Joseph Cuétous).

Comment peut-on analyser les interventions militaires en tant que féministe ? Peut-on parler d'une militarisation mondiale ou d'une mondialisation militarisée ? Que signifie « *se militariser* » et quels sont les rapports avec le patriarcat ? Existe-t-il des sociétés démilitarisées ? Les femmes professionnelles de l'armée se militarisent-elles, elles aussi, ou contribuent-elles à la transformation de l'institution militaire ? Afin de répondre à ces questions, Cynthia Enloe mobilise trois notions clés : la *militarisation*, la *mondialisation* et la *curiosité féministe*.

Étant elle-même une « *féministe curieuse* »¹, tout au long de sa carrière elle a réussi à introduire la critique féministe dans le champ

d'études de la politique et des relations internationales. Ce livre divisé en huit parties constitue un « *appel à l'action* » (p. 35) et une tentative de « *rendre justice aux féministes antimilitaristes-pacifistes* » (p. 17). Il s'agit d'un ouvrage éveilleur de conscience féministe ; l'auteure utilise des matériaux et des exemples issus de plusieurs pays, ce qui laisse la place à des réflexions individuelles des lecteurs et lectrices, et emploie une langue compréhensible sans pour autant dévaloriser l'importance des phénomènes examinés et l'analyse systématique et multi-niveaux.

Afin de « *saisir l'esprit du questionnement féministe de la politique internationale* » (p. 16), Enloe mobilise des données issues de différents pays (Afghanistan, Irak, Yougoslavie, Liban, Palestine, Israël, Tchécquie, entre autres) marqués par des missions et des interventions militaires ainsi que par des transformations qui les ont suivies. Elle observe une augmentation de la mobilité des troupes internationales et propose un exercice intellectuel de lecture du phénomène sous le prisme du genre.

Le premier chapitre constitue une élucidation des concepts mobilisés. La *militarisation* est définie comme une procédure selon laquelle les valeurs, les idées et les façons de faire adoptées pour répondre aux affaires militaires s'intègrent et s'adaptent à la vie quotidienne et aux pratiques so-

¹ J'emprunte le titre de son livre fameux (2004). *The Curious Feminist: Searching for Women in a New Age of Empire*. Berkeley, University of California Press.

ciales. L'idée que le monde est un espace dangereux pour la protection duquel le seul moyen efficace serait l'intervention du corps militaire forme une relation de dépendance entre la sphère sociale civile et la sphère militaire. Quant à la *mondialisation*, c'est un processus par lequel des idées, des produits et des pratiques franchissent les limites d'une région ou d'un pays et sont adoptés par des acteurs nouveaux. Ce qui résulte de la rencontre de ces deux procédures est soit une *mondialisation militarisée* (de plus en plus de régions adoptent des idées militarisées) et la *militarisation de la mondialisation* (les ventes internationales des équipements militaires). Le concept de *curiosité féministe* est plus qu'un positionnement épistémologique. Pour l'auteure, c'est une façon de vivre, d'agir, de se sensibiliser, c'est un exercice méthodique pour chercher les liens et les causalités de phénomènes qui semblent être *a priori* dissociés ou qui se présentent comme tels au niveau médiatique ou discursif.

Dans le second chapitre, Enloe nous invite à comprendre « *la politique mondiale genrée des baskets* » (p. 58). Dès les années 1960, les grandes marques de baskets américaines ont décidé d'installer leurs usines dans les pays d'Asie afin de bénéficier d'un coût de production bas grâce à la main-d'œuvre féminine 'bon marché'. Les entreprises américaines qui ont délocalisé leurs

centres de production dans des pays comme la Thaïlande, la Corée du Sud, l'Indonésie ou Taïwan ont pu bénéficier à la fois de profits élevés et d'une production ininterrompue étant donné que les actions syndicales et les manifestations étaient violemment réprimées par des interventions de la police militarisée ou de l'armée incitées par des gouvernements militarisés. Enloe reste focalisée, tout au long du chapitre, sur les femmes travailleuses afin de critiquer la construction des pré-supposés qui ont rendu la main-d'œuvre féminine si bon marché. Selon elle, il s'agit d'un faisceau de hiérarchies et de dominations (politiques, psychologiques, culturelles ou militarisées) qui, agissant conjointement, forcent la reproduction de l'idée naturalisée d'infériorité des femmes.

Le troisième chapitre, vise à explorer la militarisation de la « *sécurité nationale* ». Tandis que cette notion pourrait connoter le bien-être social, on tente de la rattacher à des dangers potentiels et à des ennemis. Selon Enloe, c'est le monopole des hommes dans la prise de décisions relatives à la protection nationale ainsi que la masculinisation de tous les métiers liés aux relations internationales qui suscitent la version militarisée de la sécurité. Comme « *les idées sur la masculinité et la féminité peuvent être la cause de certains choix de sécurité nationale* » (p. 89), l'exclusion des femmes de ces champs résulte des

idées stéréotypées qui les considéraient comme manquant de crédibilité face à des interlocuteurs internationaux. Enloe n'hésite pas à critiquer ses homologues universitaires sur ce point et à mettre en évidence l'effort de « *démasculinisation* » des études internationales par la section des féministes de l'International Studies Association. Ainsi, la perception d'une sécurité nationale fondée sur des armées prêtes à combattre s'appuie sur la masculinité telle qu'elle est définie par le système du patriarcat qui promeut des comportements virils et violents comme preuve de l'« *homme vrai* » ainsi que la masculinisation de certains métiers et espaces de prise de décisions liés à la « *protection nationale* ».

Une question-dilemme constitue l'ossature du quatrième chapitre : Les femmes soldates contribuent-elles à la militarisation mondiale en tant que membres des armées, c'est-à-dire en tant que personnes qui embrassent des valeurs masculinistes et militaristes *ou bien* leur présence au sein des armées est-elle une façon d'œuvrer à la démasculinisation des armées, ainsi qu'à l'abolition d'une des institutions représentatives des doxas patriarcales et potentiellement à l'abolition du patriarcat lui-même ? Suite à un travail d'analyse des conditions d'ouverture de l'armée comme option professionnelle pour les femmes, Enloe observe que leur accès aux postes militaires n'a pas été le

résultat de luttes et de revendications féministes. Au contraire, cette transformation a été le résultat soit de tentatives de masculiniser davantage les armées, soit de la volonté de renouveler le corps militaire, soit de la propagande politique. Selon l'auteure, n'importe quel élément ou procédure qui met en cause le patriarcat en tant que « *structure sociale caractéristique* » (p. 118) et secoue le « *sexisme institutionnel* » (p. 149) dans les armées s'avère nécessaire.

Le cinquième chapitre souligne l'absence d'analyses féministes sur les prisons-centres d'interrogatoire de Bagram (Afghanistan) et de Guantánamo (Cuba). Pour Enloe, afin de comprendre les formes de tortures infligées aux prisonniers capturés en temps de guerre, il faut également démontrer la « *culture institutionnelle du sexisme* » (p. 160) des armées et s'interroger sur les rapports de la féminisation et de la masculinisation entre les torturés et les tortionnaires. Enloe prouve que les humiliations qui ont eu lieu dans les centres militaires mentionnés ont un caractère genré issu de la culture militaire états-unienne qui favorise la masculinité contre la féminité. Ainsi, les auteur-e-s des violences, hommes ou femmes, paraissent « *être du bon côté* »², du côté de la virilité, tandis que

² Référence à l'article d'Anne-Marie Devreux (1992). « Être du bon côté ». In BIEF/CEFUP, *Des hommes et du masculin*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.

les détenu·e·s sont associé·e·s à la place dite féminine.

Les chapitres six et sept se focalisent sur la démilitarisation des sociétés, ainsi que sur la nécessité d'un point de vue féministe, influencé toujours par la « *curiosité féministe* ». L'auteure accorde une place particulière aux actions militantes qui proposent un espace de réflexion sur la militarisation dans différentes parties du monde (Israël, États-Unis, Turquie, Chili, Corée du Sud, etc.). La « *démilitarisation mondialisée* » (p. 203) sera, d'après Enloe, le résultat de modifications des idées reçues sur les hommes en tant que dominants de la vie sociale et les femmes en tant que dominées. L'exemple japonais de la démilitarisation constitue pour l'auteure un modèle à étudier attentivement car il propose un remplacement du sujet au sein de la « *vraie* » politique (p. 253).

Le livre d'Enloe dans son intégralité présente une force révélatrice sur les phénomènes de militarisation et de mondialisation sous le prisme du genre et des rapports 'naturalisés' entre les hommes et les femmes. Le chapitre huit conclut avec une note optimiste sur les luttes féministes. Comme les éléments introduits sont nombreux et touchent plusieurs niveaux d'analyse, on regrette de se trouver parfois déconcertée dans quelques passages. La postface inédite ainsi que le glossaire des notions clés dissipent cette impression de confusion. Enfin, le

texte en version française n'a rien à envier à l'esprit et à l'intelligence de l'écriture d'Enloe en version originale grâce à la traduction précise et ingénieuse de Florence Mana et Joseph Cuétous.

Angeliki Drongiti

Doctorante en sociologie,
Crespaa-CSU

Elisa Herman – *Lutter contre les violences conjugales. Féminisme, travail social, politique publique*

(2016). Rennes, Presses universitaires de Rennes « Le lien social », 310 p.

La question des violences faites aux femmes bénéficie en France depuis le début des années 2000 d'une plus grande visibilité que par le passé. Celle-ci est due notamment à l'institutionnalisation de la politique publique visant à lutter contre ces violences, mais aussi, l'une n'allant pas sans l'autre, à une montée en visibilité de cette thématique dans l'espace académique – impulsée en particulier par l'Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF 2003). L'ouvrage d'Elisa Herman témoigne et participe de la montée en puissance du thème dans le champ scientifique.

L'auteure étudie ici la politique de lutte contre les violences conjugales menée en France sur la période contemporaine (mais elle la resitue dans une perspective historique). La question centrale est la suivante : « *En quoi consiste la traduction en politique publique d'une activité initiée par des militantes féministes, et comment*

se font les différents ajustements entre des sphères relativement autonomes ? » (p. 20).

Pour y répondre, Herman développe des analyses reposant sur des entrées multiples – ce qui constitue l'une des richesses de l'ouvrage : sont en effet étudiées les normes de cette politique, mais aussi (et surtout) sa mise en œuvre, à travers le travail qui l'accompagne et la sociologie de ses acteurs, essentiellement des actrices.

Les deux premiers chapitres, centrés sur le niveau 'macro' et inscrits dans un temps long (des années 1970 à nos jours), retracent l'histoire de la politisation de la cause et de son institutionnalisation. Le chapitre premier montre comment des militantes féministes se sont spécialisées dans la lutte contre les violences conjugales après les mobilisations pour le droit à l'avortement. À l'instar de celles-ci, une division du travail militant s'opère, et la dénonciation du problème va de pair avec sa prise en charge concrète (même si ces deux dimensions du problème ne sont pas toujours portées par les mêmes militantes).

Le chapitre 2 montre comment le rapprochement entre trois champs, militant, académique et institutionnel, a permis la reconfiguration de la cause féministe en politique publique de lutte contre les violences conjugales. L'auteure revient sur les espaces scientifiques au sein desquels se sont affrontés les différents cadrages

du problème, et sur les origines américaines sur lesquelles se sont appuyées les féministes françaises. La Fédération nationale Solidarité Femmes, regroupant les principales associations œuvrant contre les violences conjugales, constitue un passeur entre les mondes académique, politique et militant, par le biais notamment de ses universités d'automne pour les membres de son réseau et de son activité de *lobbying* en direction du milieu politique.

Le troisième chapitre analyse la naissance des deux associations étudiées dans le cadre de l'enquête ethnographique en les replaçant dans leurs contextes militants, et met l'accent sur les évolutions liées à la professionnalisation de ces associations. Tandis que l'une d'elles constitue le prolongement d'un groupe de femmes constitué dans les années 1970 autour du droit à l'avortement, et que ses militantes 'découvrent' l'importance du problème des violences conjugales dans le cadre de leurs activités auprès des femmes qu'elles reçoivent dans leur association, l'autre est créée avec pour objectif unique la lutte contre les violences conjugales. L'auteure souligne les évolutions dans cette dernière association, qui met à distance certaines caractéristiques du féminisme des années 1970, comme l'idée de sororité ou l'absence de distinction entre savoirs profane et expert. De l'analyse (fine) des dispositions et des vocations des

fondatrices de ces associations ressortent deux types de carrières militantes : celle où l'entrée dans le féminisme s'effectue à partir d'une reconversion d'expériences politiques, voire religieuses, l'autre pour laquelle elle se fait en réaction à une histoire personnelle qui a amené les militantes à réfléchir sur la domination masculine.

Le chapitre 4 dresse de façon très convaincante la sociologie d'un groupe professionnel, en mettant notamment l'accent sur la diversité des trajectoires des professionnelles des associations de lutte contre les violences. Sont retracés trois motifs d'accès à la profession. Au-delà d'une commune conscience des normes de genre, ces professionnelles se distinguent notamment par les temporalités et les modes d'entrée dans le métier, par reconversion professionnelle ou formation initiale.

Le chapitre 5 s'intéresse aux spécificités du travail social mené au sein de ces associations, soulignant notamment l'enjeu d'une socialisation féministe commune pour des professionnelles issues d'horizons et de formations variés. L'auteure pointe aussi les limites de la prise en charge associative, liées en particulier aux contraintes budgétaires existantes.

Le dernier chapitre, plus succinct, évoque les contradictions engendrées par l'adaptation à la norme d'autonomie, centrale dans le champ du travail social, au sein

des associations féministes : au nom de l'autonomie économique, les associations féministes accompagnant les victimes de violences sont souvent amenées à reproduire d'autres inégalités entre les sexes, en conduisant ces femmes à occuper des métiers peu valorisés sur le marché du travail.

Ces analyses, toujours incarnées, sont menées à l'appui d'une riche enquête de terrain. Si les entretiens sont souvent convoqués, c'est un peu moins le cas des autres sources, moins directement visibles dans les restitutions de terrain.

Basé sur des entrées multiples pour analyser la politique de lutte contre les violences conjugales, l'ouvrage fait preuve d'une capacité à puiser dans différents sous-champs de la sociologie et de la science politique (sociologie du militantisme et analyse de l'action publique en particulier) afin de donner à voir l'émergence, les évolutions et les caractéristiques actuelles de cette politique publique. Tous les développements sur les trajectoires des salariées des associations sont particulièrement riches et convaincants. Si l'auteure propose une analyse multifacette de cette politique publique, englobant de nombreux aspects de celle-ci, ceux-ci sont (inévitablement) inégalement développés. L'ouvrage ouvre ainsi plusieurs pistes pour poursuivre la réflexion. La politique de lutte contre les violences conjugales

est saisie à travers un centrage sur les associations militantes et 'prestataires de service' ; il serait intéressant de comprendre la conversion de l'État à la lutte contre les violences faites aux femmes 'de l'intérieur' : Quels sont les profils de ces professionnelles ? Sur quelles ressources l'État s'est-il appuyé ? À quels obstacles s'est-il heurté ? Si l'auteure souligne en annexe le travail mené auprès d'autres professionnalisées sur la lutte contre les violences faites aux femmes, on voit très peu apparaître ceux-ci (police, justice, médecins, etc.) au fil de l'ouvrage. Or, leur implication croissante dans la mise en œuvre de cette politique publique soulève de nombreuses interrogations : quels sont les profils de ces acteurs et actrices, non historiques, de la lutte contre les violences faites aux femmes ? Comment coopèrent des professionnels issus de secteurs variés ? Enfin, si l'ouvrage donne un aperçu des variations locales de cette politique, cette piste mériterait d'être poursuivie, en développant les analyses des différents secteurs et institutions impliquées : commissariats de police, tribunaux et services d'urgence notamment.

En dépit de ces suggestions, cet ouvrage nous paraît constituer, par son ampleur et la richesse de ses analyses, une référence sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes en

France, ainsi qu'en matière de sociologie de l'engagement.

Gwenaëlle Perrier

Politiste, Université Paris 13

Lilian Mathieu – *Sociologie de la prostitution*

(2015). Paris, La Découverte « Repères », 128 p.

La sociologie se trouve dans une position délicate lorsqu'elle traite un phénomène qui, comme la prostitution, est largement considéré comme un problème public. Cela est d'autant plus vrai qu'entrepreneurs de morale et faiseurs de politiques se revendiquent des sciences sociales pour asseoir la 'vérité' du problème. Appel à la rigueur scientifique, ce constat dressé dès les premières pages de *Sociologie de la prostitution* est renouvelé dans le dernier chapitre quand Lilian Mathieu tire le bilan des réflexions partisanes qui « raisonnent en toute généralité » (p. 107) sans être informées par des enquêtes de terrain. Or, Mathieu le rappelle : « *La sociologie de la prostitution se fourvoie chaque fois qu'elle s'engage dans une interprétation univoque et définitive plutôt que de l'envisager dans son hétérogénéité et dans ses ambiguïtés constitutives.* » (p. 107)

L'objet prostitution relève-t-il de la sociologie de la sexualité ou de la sociologie de la déviance ? Mathieu note que, au cours des vingt dernières années, sous l'impact d'enjeux sanitaires, migratoires et sécuritaires, la prosti-

tution est devenue un objet de recherche légitime rattaché à la *sociologie de la sexualité* qui a, elle aussi, acquis ses lettres de noblesse académique. Toutefois, un autre moment historique a sorti la prostitution de l'ombre en France : en juin 1975, une centaine de prostituées lyonnaises investit une église pour protester contre la répression policière. Le mouvement s'est propagé à d'autres villes et s'est attiré le soutien des féministes rapidement divisées sur l'objectif de la mobilisation : reconnaissance de la prostitution ou lutte contre l'asservissement sexuel des femmes ? On le sait, la question polarise aujourd'hui encore un mouvement qui a, pour partie, rallié la cause abolitionniste. Il reste que la mobilisation des prostituées a ébranlé les représentations, « *révoquant la 'femme de mauvaise vie' au profit d'une perception plus humaine, mais aussi plus misérabiliste, de leur condition* » (p. 96).

En parallèle, avec la contestation du modèle du couple conjugal hétérosexuel depuis les années 1970, le recours à la prostitution a baissé en France. Dès lors, ce n'est pas parce que modes relationnels et comportements sexuels, y compris 'récréatifs', se diversifient que la demande augmente. La persistance de l'offre apparaît davantage comme le résultat d'une « *transnationalisation des rapports de domination* » (p. 110 ; les personnes exerçant la

prostitution étant majoritairement issues des migrations ou des classes sociales modestes) que d'une sexualité masculine insatiable. Mathieu souligne cependant que les partisan·e·s de l'abolitionnisme contemporain souhaitent atteindre, par l'interdiction de l'achat de services sexuels, un alignement des comportements sexuels masculins sur une 'bonne' sexualité perçue comme spécifiquement féminine, fortement affective et désintéressée. Le renouveau de cette vision essentialiste de la sexualité, vivement contestée depuis les *sexwars* par des féministes 'prosexe', fait penser que la sociologie du genre et de la sexualité a encore de beaux jours devant elle.

Ce serait précisément le statut ambigu de la sexualité, entre désenchantement et sacralisation, qui contribuerait à désigner la place à part de la prostitution. Mathieu développe cette idée dans le premier chapitre consacré aux définitions de la prostitution, pratique qui mêle sexualité et intimité, enjeux économiques et rapports de pouvoir. La définition retenue est celle, double, d'un ensemble de pratiques placées sur le *continuum* des échanges économique-sexuels (Paola Tabet) et sanctionnées par l'apposition d'un stigmate en raison de la transgression de normes encadrant la sexualité des femmes (le *whore stigma* selon Gail Pheterson).

Reste la question épineuse de la sexualité dans la prostitution et

de sa qualité ou non de travail. Mathieu fournit une réponse qui envisage les services sexuels fournis comme une modélisation au sens de Goffman (*Les cadres de l'expérience*. Paris, Minuit, 1991 [1974]), à savoir comme « l'imitation formelle d'une activité de référence, mais dotée d'une signification sensiblement différente » (p. 63). Si le service sexuel prend une signification proprement érotique pour la personne qui paye pour l'obtenir, la personne qui le fournit investit l'acte d'autres significations, notamment d'une qualité de travail. Soulignant l'importance, dans la pensée féministe notamment, de penser les tâches assignées aux femmes en termes de travail, Mathieu écrit : « Envisager [...] la prostitution comme un travail permet d'en faire un phénomène véritablement social en même temps que de reconnaître les savoirs et savoir-faire qu'impose sa pratique, et de rompre avec toutes les conceptions naturalisantes de la sexualité – et spécialement de celle des femmes. » (p. 69)

Plus en accord avec les précédents travaux de l'auteur, c'est cependant l'entrée par la *sociologie de la déviance* qui prédomine et organise pour partie le plan de l'ouvrage. Le prisme de la déviance se prête en effet pour appréhender la prostitution à la fois en tant que pratique et à partir des réactions morales, politiques et juridiques qu'elle suscite et qui

ont, en retour, un impact concret sur l'organisation sociale de la prostitution. Le second chapitre dresse ainsi le tableau des catégorisations divergentes de la prostitution et des institutions qui contribuent à l'encadrer socialement. Les troisième et quatrième chapitres sont dédiés respectivement à l'« univers composite » des lieux et des pratiques et aux protagonistes : prostitué-e-s, clients et proxénètes. Le cinquième et dernier chapitre revient sur les débats qui entourent la prostitution, en particulier sur les positions abolitionnistes qui cautionnent, sciemment ou non, une approche pénale du phénomène prostitutionnel. L'exposé, d'une teneur largement descriptive, est dans l'ensemble centré sur la France tout en bénéficiant de contrepoints comparatifs européens et états-unis. Une articulation avec le niveau supranational et européen aurait apporté une dimension supplémentaire à la compréhension des réactions et mobilisations suscitées par la prostitution et le travail du sexe.

Les second et troisième chapitres en particulier montrent l'impact contraignant des « modalités d'application des normes légales ou réglementaires produites par les institutions » (p. 47) sur les pratiques. Reprenant l'analyse socio-historique de l'abolitionnisme développée dans *La fin du tapin* (2014), Mathieu conclut sur le constat, largement étayé dans différents contextes nationaux, d'une convergence, voire d'une « unifi-

cation pratique des politiques de la prostitution » (p. 46) autour de la réduction de la visibilité publique des prostitué·e·s. Ce but est poursuivi par les moyens bien connus : répression du racolage, pénalisation de l'achat de services sexuels, création d'établissements spécialisés ou assignation de la prostitution à des zones réservées. L'assignation spatiale de la prostitution de rue dans des espaces circonscrits (des zones réservées à ciel ouvert) procède ainsi de la même visée que son abriement dans des lieux fermés : rendre la prostitution moins visible dans les espaces publics largement accessibles aux citoyens.

Sociologie de la prostitution remplit indéniablement l'exercice de synthèse imposé par la collection : fournir des repères solides pour qui souhaite s'orienter dans le champ. On regrette cependant la posture surplombante avec laquelle Mathieu dresse un panorama des travaux existants, dont les siens au premier plan, sans proposer de perspective novatrice ou de fil de lecture original autre que le prisme de la déviance, certes manié avec brio et sans déterminisme normatif, mais faisant largement l'impasse sur le vécu et le sens accordé par les protagonistes au monde de la prostitution.

Sibylla Mayer

Docteure en sociologie,
Chaire Hoover (membre associée),
Université catholique de Louvain,
Belgique

Viviane Namaste – *Oversight: Critical Reflections on Feminist Research and Politics*

(2015). Toronto, Women's Press, 170 p.

Viviane Namaste est professeure à l'Université de Concordia, chercheuse à l'Institut Simone de Beauvoir (Montréal).

Avec cet ouvrage, l'auteure soulève « *des questions épistémologiques sur la façon dont la connaissance est organisée socialement* » et pose la « *question des limites de certaines manières de faire qui structurent nos actions* » (p. 1).

Le livre est constitué de sept chapitres de teneur différente : certains sont le résultat d'interventions académiques orales, d'autres sont des prises de positions militantes. Une même idée traverse ses pages : la notion d'*oversight*. Ici, le mot est à la fois employé dans son sens commun (omission ou mégarde), mais aussi dans le sens marxiste développé notamment par Althusser, à savoir la notion de « *surdétermination* ».

Namaste emploie cette notion d'*oversight* pour aborder les questions relatives au VIH et aux personnes trans. L'auteure affirme que si elle parle des personnes trans, ce n'est pas pour les considérer comme un objet d'étude spécifique, ni parce que ces personnes sont naturellement associées à la réflexion féministe, mais bien pour repenser les questions épistémologiques et politiques d'un point de vue féministe. Il s'agit,

par exemple, d'interroger l'absence de certaines populations dans l'histoire produite sur le VIH/Sida.

L'auteure aborde les faits dans leur contexte social, se demandant pourquoi certains sont fortement visibles quand d'autres ne le sont pas (ou le sont peu). Elle se demande constamment quel est l'agenda politique qui a permis (ou pas) cette visibilité.

Trois chapitres sont consacrés à Montréal (à sa 'nuit' et à la transformation de ses quartiers, à l'histoire de ses cabarets); un chapitre est dédié à l'impact du VIH chez les personnes trans à Paris; enfin, trois chapitres sont des considérations à propos du terrain des « *politiques sexuelles* ».

La ville de Montréal est le cadre de sa réflexion principale, c'est elle qui lui permet d'articuler la question du travail, de l'État et du capitalisme global. Au fil des pages, l'auteure rend compte de certains traits historiques qui expliquent sa situation de « *ville de plaisirs* », sa vie nocturne riche, et l'existence de cabarets et de lieux où les artistes trans ont pu déployer leurs talents. En contraste avec les États-Unis prohibitionnistes et puritains, et forte de sa tradition liée au burlesque québécois et des échanges avec la France, c'est une ville aux mœurs libres (la « *Paris de l'Amérique du Nord* »). Cependant, Montréal est aussi le cadre d'évolutions récentes: les politiques urbaines exilent hors du

centre-ville des personnes prostituées, et conduisent à la répression des usagers de drogues et à la transformation des anciens cabarets en lieux de spectacle type Broadway. Surtout, la ville change au profit des promoteurs fonciers.

Comment s'y pose, dès lors, la question du VIH? L'auteure affirme qu'il n'existe pas d'article académique portant sur le VIH et la population haïtienne, pourtant très touchée par l'épidémie à ses débuts (ainsi, elle rappelle qu'en 1983, 65 % des cas de Sida au Québec touchaient cette population). Pour elle, cette absence de travaux scientifiques est révélatrice d'un fonctionnement plus récurrent: ainsi, en 2011, alors que les médias commémoraient les trente ans du début de l'épidémie, l'attention était dirigée exclusivement vers ses effets dévastateurs auprès de la communauté masculine gay. Parallèlement, parmi les *swingers* (échangistes), les politiques de prévention du VIH ont davantage ciblé les hommes et omis les besoins des femmes.

Concernant les personnes trans, Namaste s'intéresse aussi bien à leur travail (d'où l'intérêt porté aux cabarets) qu'à leur histoire médicale (*sexology*). En plus du milieu 'artistique', sont décrites les pratiques plus ou moins occultes de cette communauté, mais très fréquentes dans les années 1970-80 (recours à la silicone pour rehausser certaines

parties du corps, opérations de réassignation de sexe). L'auteure montre l'effacement, dans les archives académiques et médicales, de cette population dont elle retrouve la trace principalement dans la mémoire orale... et dans les corps : bien des années après subsistent chez certaines personnes les traces d'implants de silicone de très mauvaise qualité. Du médecin ayant réalisé ces 'opérations' économiquement rentables, en revanche, il ne reste aucun vestige dans les institutions officielles (Collège des médecins ou hôpitaux).

L'auteure retrace aussi l'histoire des Gender Identity Clinics (GIC). Officiellement, ces cliniques ont été mandatées dès la fin des années 1960 pour réaliser les opérations de ré-assignement de sexe. Cependant, en remontant à des sources orales, Namaste raconte une « *autre histoire* » (p. 43) : ce type d'institutions était aveugle aux problématiques des personnes trans. Dans le même registre, Namaste pointe du doigt leur cécité à l'épidémie du VIH au sein de la population trans.

L'auteure consacre un de ses chapitres à une partie de la population trans latino-américaine, à savoir celle qui se destine à la prostitution à Paris et qu'elle a rencontrée dans les associations de santé communautaire qui lui sont dédiées. Elle rend compte du vécu de précarité et d'exclusion et se demande, avec justesse : « *Comment se fait-il que les vies*

de femmes trans non anglophones aient été autant ignorées par les études universitaires ? » (p. 101).

Les trois derniers chapitres de cet ouvrage sont des prises de position par rapport à des questions liées à la « *politique sexuelle* », dans une perspective militante. L'un d'eux est une lettre ouverte adressée par l'auteure et deux collègues à la Canadian Aids Society (CAS) en 2012. L'auteure interroge les formes de décision concernant l'argent public relatives aux questions des personnes trans. Cette polémique entre agences publiques, universitaires, spécialistes du VIH, militant·e·s ou personnes trans malades (et de manière plus voilée, l'industrie pharmaceutique) n'est pas claire pour le lecteur ou la lectrice qui n'est pas familiarisée avec les différents acteurs et les processus en cours. Si ce chapitre ne situe pas les faits avec distance, il constitue cependant un document intéressant en ce qu'il témoigne des intérêts très divers autour du financement de projets sur le VIH.

Une brève discussion de l'auteure porte sur la faible importance, dans la communauté académique et militante LGBT nord-américaine, des questions « B » (concernant les pratiques et personnes bisexuelles). Pour comprendre cette invisibilité des questions « B », Namaste suit les analyses de David Valentine³.

³ Auteur de *Imagining Transgender: An Ethnography of a Category*. Durham, Duke University Press, 2007.

Elle constate que le champ des « G » (référé aux gays) et « L » (référé aux lesbiennes) ne met pas en cause le genre ; au contraire, les rôles féminins et masculins y sont normés, et tout ce qui se situe à la frontière (comme les *butchs* très masculines) est relégué. Simultanément, le questionnement du genre est réservé au champ des « T » (référé aux trans). Or, pour Namaste, prendre sérieusement en compte les questions « B » entraînerait une remise en cause de cette division de la réflexion et interrogerait les politiques sexuelles des gays et des lesbiennes. Pour l'auteure, « *il est ironique que ce refus soit orchestré par un mouvement social qui prétend être à l'avant-garde de la pensée sur la sexualité* ». (p. 128)

Ce livre n'est pas un ouvrage théorique ni une monographie sociologique, mais sa facture originale ne le rend pas moins intéressant. Son style, ainsi que l'absence d'une profusion de références dans le corpus du texte (celles-ci sont listées à la fin de chaque chapitre, ainsi que des points didactiques) en facilite la lecture. Son côté hybride, militant et universitaire, est stimulant en ce qu'il invite à tenir compte de situations peu observées et à approfondir dans le sujet.

Olga L. Gonzalez

Chercheuse associée à l'Urmis,
Université Paris Diderot

Diane Lamoureux – *Les possibles du féminisme. Agir sans « nous »*

(2016). Montréal, Remue-ménage, 282 p.

En rassemblant treize de ses articles sur le féminisme, Diane Lamoureux nous convie à une réflexion sur les enjeux auxquels celui-ci se trouve aujourd'hui confronté. Cette parution vient s'insérer de façon fort utile dans le débat entre les générations de féministes, rappelant les acquis des décennies précédentes, mais aussi les obstacles rencontrés et les détournements de sens ou les utilisations qui ont été faits du féminisme.

Ce livre brasse en effet les questions qui nous bousculent ou nous tourmentent : devons-nous donner priorité à la liberté ou à l'égalité ? Sommes-nous dans une ère post-féministe ? Peut-on vraiment parler de troisième vague du féminisme et la pensée produite par la deuxième est-elle devenue obsolète ? Existe-t-il encore un « nous » féministe ? Les féministes occidentales sont-elles sourdes et aveugles aux oppressions subies par les femmes des pays colonisés ? À travers ces textes, Diane Lamoureux entend « *procéder à un bilan de l'expérience du féminisme contemporain* » (p. 130), évaluer ce qu'a été la « *contribution du féminisme à la démocratie* » et voir « *comment les réflexions féministes s'inscrivent parmi les principaux courants de réflexion occidentaux sur la question de la démocratie* » (p. 81). Cependant, loin de s'en tenir à la dimension politique, l'auteure in-

clut dans son analyse les conséquences économiques et sociales de l'évolution ultralibérale du capitalisme sur les possibilités des individus, en particulier des femmes, à se constituer en sujets politiques.

Pour comprendre ce qui sépare les femmes aujourd'hui et dissocie le « nous » féministe, il faut, selon l'auteure, revenir sur la façon dont s'est constitué le mouvement dans les années 1970. La dénonciation de l'oppression commune visait un système face auquel la réponse ne pouvait être qu'un mouvement collectif de libération. Cependant cette libération, toute partielle qu'elle était, a permis l'émergence d'« *individualités singulières* ».

Pour ne pas avoir à choisir aujourd'hui entre égalité et différence, il faudrait admettre la fluidité des identités dans le temps, une fluidité qui, plutôt que la juxtaposition d'identités figées, puisse permettre à chacune de se construire des solidarités sans se laisser enfermer dans tel ou tel rôle. Il faudrait donc admettre la possibilité (un des possibles du féminisme contemporain) de sujets en recomposition incessante.

Grande lectrice de Françoise Collin, Diane Lamoureux en retient notamment la notion de « *pluriversalisme* » pour souligner que le féminisme contemporain ne doit plus viser l'unisson mais la polyphonie. « *Féminismes* » au pluriel est le terme qu'elle préfère conserver, afin de mieux souligner la diversité des formes et des

pratiques, des idées et des priorités du mouvement.

Quant au mouvement québécois qui assume depuis longtemps une stratégie de coalitions, par exemple au moment de la marche des femmes contre la pauvreté « Du pain et des roses » ou au sein de la Marche mondiale des femmes, il incorpore cette diversité en admettant la nécessité d'alliances entre mouvements sociaux. Mais, en même temps, comme dans d'autres pays occidentaux, le mouvement féministe au Québec a multiplié les activités de service en faveur des femmes les plus pauvres, les plus discriminées et les plus violentées, se voyant peu à peu attribuer une fonction subalterne de l'État-Providence. Subalterne, parce que non reconnue comme service de l'État et autorisant de fait le désengagement social de celui-ci. Conséquence : l'urgence et l'engluement de leur temps dans les pratiques de solidarité ne permettent plus à toute une partie des militantes de prendre le recul nécessaire à la production de cadres d'analyse critique, creusant ainsi la division du travail entre intellectuelles universitaires et militantes de terrain.

L'auteure rappelle d'ailleurs la contradiction du libéralisme qui promeut la figure de l'individu autonome qui ne peut exister que pour autant que d'autres restent soumis·e·s à la domination ou à l'exploitation économique, au point de ne pouvoir construire leur indi-

vidualité de sujet. En tant que lutte contre toutes les formes d'assujettissement des femmes, le féminisme a d'abord été un parcours de liberté visant à promouvoir leur autonomie. Mais cette autonomie est aujourd'hui plus que jamais mise à mal par le néolibéralisme et l'accroissement des inégalités sociales qu'il engendre, notamment les inégalités d'accès à un travail rémunéré de façon équitable. Travailler ne garantit plus l'autonomie économique, et ce d'autant plus qu'on appartient à une catégorie minorée.

Nous devons porter un regard à la fois économique et politique sur la pauvreté des femmes, selon l'auteure, une pauvreté qu'on peut envisager comme un rapport de pouvoir : dans l'enchevêtrement de l'oppression et de l'exploitation néolibérales, c'est la misère des pauvres qui est prise en considération, et non pas leurs droits. Les pauvres sont ainsi des objets de politiques et non des sujets politiques.

Pour les opprimé·e·s, le recours à la loi est un moyen politique de transformation des rapports sociaux, rappelle l'auteure. Mais demander de nouvelles lois, c'est dans le même mouvement reconnaître l'importance de l'État et la nécessité de ses interventions pour résoudre les questions d'inégalités de droit. Et si obtenir de nouveaux droits permet d'accéder à une plus forte individuation – c'est aussi en cela que « le personnel est politique » –, il ne

faut pas pour autant assimiler ou limiter le mouvement féministe à un simple mouvement pour l'égalité de droit. Se référant à la pensée d'Hannah Arendt sur le sens des luttes pour les droits, l'auteure rappelle que ces luttes ne visent pas la conquête du pouvoir mais obligent le pouvoir en place à rendre des comptes. C'est dans ce mouvement de contestation que les femmes se constituent en sujets politiques.

Alors, sommes-nous vraiment entrées dans l'ère du post-féminisme parce que la conscience de la non-homogénéité du groupe des femmes s'est développée et que plus d'individuation a été acquise, au moins pour certaines femmes ? Mais, argumente Diane Lamoureux, si la situation des femmes est aujourd'hui reconnue comme diverse et souvent inégale, « *le monde dans lequel nous vivons est-il devenu moins masculin pour autant ?* » (p. 189). Et, ajouterai-je, les hommes ont-ils baissé les armes contre les luttes de libération des femmes ?

À cet égard, il est peut-être dommage que l'auteure n'ait pas inclus dans son volume au moins un de ses textes sur l'antiféminisme. Cela aurait permis de rappeler que le problème actuel du féminisme ne peut se résumer à la question des rapports et des objectifs internes au mouvement, au débat entre sororité et solidarité, ni même au combat pour plus d'égalité pour toutes ; et de souligner l'importance du rôle de dévoilement du

féminisme dont elle parle. Le féminisme est aussi la conscience de ce que l'oppression est un système qui met deux groupes antagonistes en présence l'un de l'autre et que cet antagonisme s'exprime dans des combats, de part et d'autre.

Ainsi la notion de « *vagues du féminisme* » insiste « *sur une classification chronologique (présupposant que) chaque vague constitue un bloc monolithique* » (p. 201)⁴ ce qui n'est d'ailleurs pas vérifié. En outre rien n'indique que les hommes ne sont pas prêts à lutter contre les féministes de la troisième vague (on peut rappeler par exemple, avec l'auteure, la marginalisation dont sont victimes les lesbiennes au sein même des mouvements LGBT – Lesbien, gay, bisexuel et transsexuel. Il existe aujourd'hui une certaine naïveté à cet égard, notamment due à un oubli des réflexions issues de la deuxième vague sur la non-mixité nécessaire au mouvement féministe. Une naïveté qui va de pair avec l'atténuation « *du potentiel critique du féminisme qui devrait désormais être rapporté à une autre lutte pour présenter des gages de radicalisme* » (p. 210). Sous cet angle, la discussion entre vagues du féminisme évoque parfois une soumission bien in-

volontaire à la règle de tout oppresseur : diviser pour régner, en tout cas pour reprendre le contrôle d'un mouvement qui met à mal les bénéfices du patriarcat ; ces bénéfices dont savent profiter même des hommes dominés par ailleurs, qu'ils soient gays ou hommes racisés ou postcolonisés.

Diane Lamoureux en appelle à une plus grande radicalité du féminisme, à « *maintenir vivant un féminisme de rébellion sociale* » (p. 245) et, dans le dernier texte écrit en 2014, elle nous invite à « *prendre le risque du pluralisme* » (p. 185) (plutôt que de nous opposer en vagues, donc aussi en générations). Au-delà de l'écriture exigeante et parfois difficile de cette philosophe du politique, une vision utopique traverse ce qui constituera sans doute finalement un ouvrage fondamental de la sociologie politique du féminisme : il s'agit de comprendre comment le féminisme s'ancre dans la réalité sociale et politique de nos sociétés, comment il les a transformées et les transformera, en dépit des freins et des oppositions.

Anne-Marie Devreux

Sociologue, Cresppa-CSU

Laure Bereni – *La bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*

(2015). Paris, Economica, « Études politiques », 304 p.

Pouvait-on encore écrire quelque chose de neuf sur la genèse de la loi sur la parité ? C'est le terrible défi auquel Laure Bereni

⁴ Diane Lamoureux reprend ici à son compte le commentaire de Deborah Siegel : Siegel Deborah L. (1997). "The Legacy of the Personal: Generating Theory in Feminism's Third Wave". *Hypatia*, vol. 12, n° 3.

s'affrontait en publiant un ouvrage issu de sa thèse de doctorat. Soutenue en 2007, cette publication était particulièrement attendue et le résultat final, publié en 2015, ne déçoit pas. Laure Bereni parvient à jeter un regard neuf sur une problématique particulièrement étudiée et à se distinguer des principaux ouvrages qui tentent d'éclairer ces débats.

Dans ce livre, elle pose une question essentielle, tant pour l'histoire de la parité que l'étude des mobilisations collectives : « *Comment une revendication initialement défendue par une poignée de militantes et suscitant l'ignorance, l'ironie ou les vives oppositions de la plupart des élites politiques et des intellectuels dominants a-t-elle pu donner lieu, en quelques années, à une réforme de la Constitution et à une loi électorale imposant une représentation égale des femmes et des hommes à la plupart des élections politiques ?* » (p. 9-10).

Pour y répondre, Laure Bereni part de la sociologie des mouvements sociaux. Elle prête une attention particulière aux trajectoires des militantes qui ont construit cette revendication et rend justice à leur travail, pour la plupart mené dans l'ombre et passé aux oubliettes. Là où de nombreuses analyses ont mis l'accent sur les militantes les plus visibles, ainsi que sur les contributions intellectuelles qui ont émaillé le débat public, ce livre dévoile le travail souvent quotidien de mili-

tantes plus discrètes et généralement peu connues. Il propose des portraits fouillés et offre autant de biographies militantes qui aident à comprendre la singularité de ce mouvement. Cette analyse biographique nous permet de cerner les nombreuses continuités avec des engagements militants antérieurs et la manière dont ceux-ci ont souvent poussé ces femmes à embrasser la cause de la parité. L'approche choisie dévoile aussi la grande diversité interne des militantes et le rôle crucial de cette diversité alors qu'elle pouvait au premier abord apparaître comme une source de faiblesse en rendant le travail militant *a priori* plus complexe. On retrouve ainsi côte à côte des militantes issues tant des mouvements féministes que féminins ou encore des femmes actives au sein de la deuxième vague, féministes ou critiques à l'égard de celle-ci.

Presque toutes, cependant, se sont engagées à un moment au niveau électoral ou partisan et cette indication éclaire l'une des principales hypothèses défendues par Laure Bereni. Son analyse insiste en effet sur le rôle des propriétés sociales des activistes, en particulier leurs expériences politiques et militantes antérieures, dans le développement et le succès de la cause paritaire. Face à autant de caractéristiques qui pouvaient apparaître comme des faiblesses potentielles, cet ouvrage démontre de façon extrêmement fouillée le poids du capital social, relationnel,

politique et militant des femmes engagées en faveur de la parité.

Ces observations ont amené Laure Bereni à remettre en cause les cadres traditionnels d'analyse des mouvements sociaux et à proposer le concept d'« *espace de la cause des femmes* », sur lequel elle a déjà publié. Inspirée de la notion de champ de Pierre Bourdieu et faisant écho aux recherches de Lilian Mathieu (*L'espace des mouvements sociaux*, 2012), cette notion est définie comme « *la configuration des sites de mobilisations au nom et pour les femmes dans une pluralité de sphères sociales* » (p. 17). Elle lui permet de dépasser l'opposition, souvent problématique, entre mouvements et institutions pour comprendre « *les protestations qui se déploient à l'intérieur des institutions et les configurations protestataires qui enjambent leurs frontières* » (p. 15). À ce titre, cette notion s'inspire et s'inscrit également dans les débats internationaux sur la multiplicité des engagements militants, en particulier, le féminisme d'État. Elle permet de saisir les mobilisations au sein de l'État, des partis politiques ou encore des universités et de rendre compte du « *caractère multisectoriel et transversal des mobilisations pour la parité* » (p. 15).

En outre, ce livre se distingue de la littérature sur le sujet et tout particulièrement des travaux sur le sujet d'Éléonore Lépinard (*L'égalité introuvable. La parité,*

les féministes et la République, 2007), avec laquelle Laure Bereni a beaucoup publié, et de Joan Scott (*Parité ! L'universel et la différence des sexes*, 2005). La première avait en effet proposé à la fois une histoire politique et juridique et une genèse internationale de la réforme paritaire. La seconde s'était surtout attachée à l'histoire des idées sous-tendant les débats sur la parité. Par les choix méthodologiques – combinant entretiens biographiques, travail d'archives et recherche documentaire, enquête par questionnaires – et l'entrée par le travail et les trajectoires militantes, l'ouvrage de Laure Bereni éclaire autrement l'histoire de la parité, tout en contribuant à l'étude des mouvements sociaux.

Pour terminer sur une note critique, on peut regretter la perspective par moments très hexagonale de la recherche proposée. D'une part, la littérature utilisée porte avant tout sur la France ou a été produite dans ce pays et n'intègre que de manière parcimonieuse les nombreuses recherches menées sur ce sujet ou des sujets similaires à l'étranger. À ce niveau, il est particulièrement étonnant de ne pas trouver de mention du travail intellectuel et de la contribution politique de la juriste belge Eliane Vogel-Polsky. D'autre part, à l'inverse du récit proposé par Éléonore Lépinard, l'analyse prend peu en compte les trajectoires internationales de certaines de ces militantes et le rôle de « *passeuses* » qu'elles ont pu jouer.

C'est évidemment le cas de Françoise Gaspard, dont les activités européennes puis onusiennes ont alimenté la réflexion sur la parité. Cette femme politique socialiste n'est toutefois pas la seule à avoir inscrit son travail au croisement du national et de l'international et de nombreuses militantes ont participé à des échanges transnationaux sur un sujet qui secouait alors les mouvements féministes un peu partout en Europe et en Amérique latine. Ainsi, nombre de militantes françaises ont joué un rôle central dans la mise en place du Lobby européen des femmes et dans le développement d'une politique européenne d'égalité de genre.

David Paternotte

Sociologue,
Université libre de Bruxelles

Nadia Lamamra – *Le genre de l'apprentissage, l'apprentissage du genre. Quand les arrêts prématurés révèlent les logiques à l'œuvre en formation professionnelle initiale*

(2016). Zurich & Genève, Seismo « Contribution à la recherche en formation professionnelle », 296 p.

En France, les pouvoirs publics souhaitent encourager l'apprentissage en le présentant comme la modalité de formation permettant de favoriser la convergence entre l'école et l'entreprise mais également d'améliorer l'insertion professionnelle. D'ailleurs, en 2014, le gouvernement français avait lancé un vaste plan largement médiatisé affichant pour objectif

d'atteindre 500 000 apprenti·e·s fin 2017 afin de contrer le chômage des jeunes. Dès lors que l'apprentissage est abordé, le modèle dual allemand est régulièrement convoqué par de nombreux observateurs politiques ou économiques le décrivant par des aspects positifs pour en faire le modèle à suivre. Mais l'Allemagne n'est pas notre seul voisin à le mettre en œuvre. La Suisse fonde aussi sa politique d'apprentissage sur le système dual. La formation professionnelle s'y développe, augmente son niveau d'exigence et s'ouvre aux femmes de sorte qu'elle est « *encore aujourd'hui la voie de formation post-obligatoire privilégiée* » (p. 14). Ce pays apparaît donc comme un terrain également propice à éclairer les enjeux et les débats français autour de cette question. Loin d'être une modalité neutre d'accès à la formation, Nadia Lamamra souligne notamment, dans *Le genre de l'apprentissage, l'apprentissage du genre*, à quel point les apprenti·e·s helvètes sont confronté·e·s à une division sexuelle du travail.

Issu d'une thèse de doctorat, l'ouvrage dévoile des facettes de l'apprentissage en Suisse, qui « *demeure l'un des pays occidentaux où la ségrégation et où les discriminations sont les plus marquées entre femmes et hommes* » (p. 14). La formation dans le système dual se déroule « *largement en entreprise* » (p. 36) et opère une socialisation professionnelle. Or, cette dimension socialisatrice

mise en avant par ses promoteurs minimise, comme l'étudie l'auteure, le fait que la formation professionnelle fabrique aussi du genre (p. 16).

Usant d'une méthodologie qualitative, l'auteure étudie l'apprentissage à partir des arrêts en cours de formation dans le canton francophone de Vaud et cherche ainsi à « *mieux comprendre la manière dont les mécanismes de discrimination à l'œuvre sur le marché du travail agissent en formation professionnelle* » (p. 15). Nadia Lamamra procède à l'analyse secondaire de 46 entretiens semi-directifs, réalisés auprès d'autant de filles que de garçons âgé·e·s de 15 à 23 ans, pour saisir l'expérience du travail de ces jeunes ayant résilié leur contrat durant la première année d'apprentissage.

Ces situations *a priori* marginales s'avèrent riches et offrent un éclairage sur les désillusions, voire les situations de souffrance auxquelles doivent faire face ces jeunes qui découvrent, majoritairement pour la première fois, de l'intérieur, le monde du travail. Ce dernier ne peut se résumer à un lieu d'acquisition de compétences, mais il peut être aussi l'occasion d'expérimenter des situations de violence, « *des formes brutales de socialisation* » (p. 17) renforcées par la position subalterne de ces apprenti·e·s de première année situé·e·s au plus bas de la hiérarchie professionnelle. Ils et elles effectuent les tâches que les autres

ne veulent pas faire, y compris les apprenti·e·s plus expérimenté·e·s. La notion de « *sale boulot* » que l'auteure emprunte aux travaux de Hughes caractérise alors les activités qui leur sont assignées et illustre les rapports sociaux de classe dans lesquels ils et elles sont prises (par exemple : p. 106 ; p. 232).

Comme le précise l'auteure, « *la recherche sur laquelle repose cette étude [...] n'intégrait pas, initialement, de perspective de genre* » (p. 263). Pourtant, il est indéniable que filles et garçons ne sont pas égaux dans l'accès à l'apprentissage puisque la division sexuelle du marché du travail suisse a des conséquences sur les spécialités de formation accessibles. Mais, au-delà des inégalités et discriminations visibles, l'un des intérêts de cette recherche est de questionner la notion de mobilité de genre explicitée en ces termes par l'auteure : « *choisir une profession traditionnellement féminine pour un garçon, c'est faire un mouvement descendant, alors que le choix, par une femme, d'une profession majoritairement occupée par des hommes constitue un mouvement ascendant* » (p. 60). Aussi, être un garçon ou être une fille, d'une part, n'expose pas les jeunes aux mêmes normes de genre ; cela a, d'autre part, des répercussions sur les trajectoires atypiques, « *les filles ayant opté pour une profession masculine connaissent un taux plus élevé d'arrêts prématurés que les*

garçons dans les professions féminines » (p. 59). Pour autant, pour l'ensemble des jeunes, leur expérience en formation professionnelle est aussi « *un apprentissage des normes de genre, une socialisation à l'hétéro-normativité* » (p. 69). Le « *sale boulot* » éclaire les enjeux autour de l'identité et de la mobilité de genre. Les garçons qui se retrouvent à réaliser des tâches construites comme féminines (p. 107) sont placés dans une relation de subordination (p. 224) et vivent, selon l'auteure, un « *véritable dé-classement* » (p. 107). Mais si les garçons revendiquent vouloir échapper au « *sale boulot* », il semble que les filles ont intégré qu'elles y échapperont plus difficilement tant dans l'univers professionnel que dans la sphère domestique (p. 232).

La question posée par Nadia Lamamra est donc moins de comprendre comment des jeunes se retrouvent en apprentissage que d'appréhender les processus menant à ces arrêts prématurés. L'absence de collectifs, le harcèlement psychologique, le harcèlement sexuel – touchant exclusivement les femmes (p. 118) –, les remarques racistes, la souffrance éthique ou la souffrance physique sont les causes principales de ces arrêts. Parfois elles se cumulent et aboutissent à des situations de souffrance et à la mise en œuvre de stratégies pour y faire face que l'auteure analyse en mobilisant la psychodynamique du travail. Loin

d'être considérées uniquement comme subies, Nadia Lamamra appréhende les ruptures de contrat par ces garçons et filles comme une volonté d'émancipation face à des situations jugées inacceptables. Cette perspective d'analyse permet de dépasser une lecture *simpliste* où seuls les résultats scolaires expliqueraient ces arrêts prématurés et montre que des salarié·e·s vulnérables peuvent parfois résister.

En mêlant différentes dimensions permettant de comprendre les raisons pour lesquelles des jeunes mettent fin à leur contrat d'apprentissage, Nadia Lamamra présente donc un travail stimulant. Néanmoins, on ne peut que regretter certaines répétitions à l'instar des références à Paola Tabet ou de l'usage des mêmes extraits d'entretiens aux pages 119 et 246.

Derrière la question de l'articulation entre école et production, c'est l'identité des apprenti·e·s qui est questionnée et qui apparaît *in fine*, ambiguë : « *plus tout à fait élèves, pas encore des professionnel·le·s* » (p. 181). On identifie alors le peu de lisibilité du statut des apprenti·e·s mais surtout, cette recherche interroge la nature des liens entre l'école et l'entreprise. Visible, dans le système dual, le rapport de force entre ces deux institutions est défavorable au système scolaire. Quelle est donc la marge de manœuvre de l'école face aux situations générant de la souffrance pour ces apprenti·e·s ? Cette question, pourtant centrale, n'est

pas abordée par l'auteure alors qu'elle mentionne l'existence « *d'instances ou de personnes mobilisables en cas de difficultés* » (p. 203). Ces dernières agissent-elles ? Peuvent-elles intervenir ? Comment se positionne le 'corps enseignant' lorsque des jeunes arrêtent leur contrat ? Nous ne le savons pas et il s'agit là de perspectives de recherche qui permettraient de mieux comprendre le système dual et de percevoir, sous un jour nouveau, la scolarisation de la formation professionnelle

souvent critiquée en France. De même, comment articuler l'ambition de croissance de l'apprentissage et la lutte contre la reproduction des inégalités de sexe alors que cette modalité de formation en Suisse ou en France, comme l'a montré Gilles Moreau, n'est pas mixte et cantonne encore les filles dans certaines spécialités ?

Nicolas Divert
Université Paris Est Créteil,
Lirtes (EA 7313)